

FORMAT DE COLLECTE DES DONNEES DE DIAGNOSTIC
Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUD

1. Par rapport au questionnaire

Axes	Rubrique & Questions	Éléments de réponses (transcrits intégralement)
État de développement du système national de S&E des politiques publiques	QE1. Existe-t-il une Instance nationale de coordination du S&E des politiques publiques ? A quel niveau est-elle instituée (Présidence de la République – Parlement – Primature – Ministère de l'Économie, Plan et Finances) ?	Non
	QE2. Comment la planification, la budgétisation et le suivi-évaluation des politiques publiques sont-ils intégrés ?	La planification et la budgétisation sont intégrés dans le Programme des Nations Unies. Ils s'appliquent pour tous les projets qui sont exécutés. Il y'a également la méthode NIM (National implémentation qui est appliquée pour certains projets).
	QE3. Existe-t-il des revues sectorielles périodiques ? Sous quel délai	Oui, des revues périodiques du Programme sont effectuées avec la participation du gouvernement et de la société civile. Il y'a des revues mi-parcours, annuelles et des revues effectués avec des mandataires
	QE4. Les données et résultats du S&E des politiques publiques sont-elles systématiquement publiées ?	Oui, les résultats sont publiés dans le site du PNUD. Le suivi des projets se fait dans la plateforme ATLAS qui n'est pas ouvert au grand public sauf au personnel du PNUD
	QE5. La démarche de S&E des politiques publiques est-elle ouverte aux parties prenantes (Comités pluralistes, consultations préalables...) ?	Oui. Elle se fait du démarrage jusqu'à la fin du cycle du Projet à travers les réunions du comité de pilotage et des ateliers de partage d'information.
	Niveau d'institutionnalisation du S&E dans l'ensemble des	Cadre juridique et organisationnel du S&E des politiques publiques
QE6. Existe-t-il dans les textes juridiques (législatifs, réglementaires) des dispositions relatives au S&E des politiques publiques ? Existence de clauses d'évaluation fixées dans la Loi.		
QE7. Existe-t-il d'instances d'évaluation au sein de l'exécutif (unités d'évaluation dans chaque ministère) ?		
QE.8 Existe-t-il d'instances d'évaluation au sein du Parlement ?		
QE9. Existe-t-il de la pratique d'évaluation au sein de la Cour des comptes ? A l'Inspection Générale de l'État ?		
QE10. Existe-t-il au niveau national, un dispositif inter-organisationnel cohérent de S&E des politiques publiques ?		
Cadre opérationnel		
QE11. Quelle est la part du budget public investi dans l'évaluation des politiques publiques ?		

Axes	Rubrique & Questions	Éléments de réponses (transcrits intégralement)
politiques publiques	QE12. Existe-t-il une programmation annuelle ou pluriannuelle des évaluations des politiques publiques ?	
	QE13. Quel est le Nombre d'appel d'offres publics / an pour les missions d'évaluation des politiques publiques ?	
	QE14. Quel est le Volume d'évaluations ou de méta-évaluations réalisées par an ?	-
	QE15. Quel est le Niveau d'éclatement administratif où se pratique l'évaluation des politiques publiques ?	
Dispositifs et cadres au niveau national de production des données et résultats de S&E des	Production et diffusion des données et résultats du S&E	
	QE16. Existe-t-il des structures qui produisent des données et résultats de S&E des politiques publiques ?	Le chargé du Suivi et Évaluation du PNUD collecte les données des Projets exécuté par le PNUD et l'INSED
	QE17. Quel est le Volume et l'évolution de la production d'évaluation des politiques publiques au cours des cinq dernières années ?	Il est réalisé 5 (cinq) à 6 (six) évaluations par an.
	QE18. Existe-t-il des collectes de données évaluatives dans des domaines spécifiques [Santé, Education, Emploi, Agriculture...]? Sont-elles disponibles pour le grand public, les médias, les décideurs, les professionnels (<i>chercheurs...</i>) ?	Oui, seulement dans le cadre de la santé pour le projet PALAT (pour le paludisme) financé par le fonds mondial et exécuté par le Ministère de la santé sous la supervision du PNUD.
	QE19. Existe-t-il des plateformes d'accumulation et de vulgarisation des résultats des évaluations d'impact de politiques publiques ?	Oui, la plateforme ATLAS abrite toutes les informations. L'accès aux informations est compartimenté par catégorie de responsabilités au personnel du PNUD. Les évaluations des ressources sont effectuées directement par le siège.
Rôle du Parlement dans le S&E des politiques publiques	Cadre et mécanismes opérationnels Parlementaires	
	QE21. Existe-t-il des structures au sein du Parlement dédiées à développer la fonction de S&E des politiques publiques ?	
	QE22. Quel est le niveau de demandes régulières d'évaluations des politiques publiques par le Parlement ? Quel est le rôle joué par les Commissions parlementaires à cet effet ?	
	QE23. Comment les résultats du S&E des politiques publiques sont-ils utilisés au Parlement ?	
	QE24. Dans quelle mesure le parlement s'appuie-t-il sur les données des parties prenantes (par exemple, les ONG, les groupes de réflexion, les partenaires du développement) pour orienter la planification, la politique et la prise de décision gouvernementales ?	
Principaux acteurs dans le	Attributions et rôles	
	QE25. Existe-t-il une cartographie des principaux acteurs du S&E des politiques publiques du pays ?	Non
	QE26. Le périmètre d'exercice des instances publiques qui revendiquent l'action évaluative des politiques publiques, est-il bien déterminé ? Les rôles et responsabilités bien définis ?	Non
	QE27. Quel est le niveau de liens fonctionnels (institutionnels et organisationnels) et des échanges entre acteurs et structures impliqués dans le S&E des politiques publiques ?	Il existe de lien fonctionnel et organisationnel selon les missions. Il y'a la création de cadre et implication des acteurs concernés.

Axes	Rubrique & Questions	Éléments de réponses (transcrits intégralement)
S&E des politiques publiques	QE28. Quel est le niveau de dépendance de ces acteurs principaux du S&E à l'égard des aléas politiques ?	Aucune idée
Utilisation des résultats issus du S&E dans la formulation et la mise	Utilisation et influence	
	QE29. Dans quelle mesure le S&E contribuent-ils à l'élaboration des politiques et à la prise de décisions ?	Aide à améliorer l'élaboration et le suivi et évaluation des Projets et la production des résultats probants .
	QE30. Existe-t-il des dispositifs légaux, réglementaires, administratifs ou mécanismes institutionnels et organisationnels qui rendent effective l'utilisation des données et résultats du S&E des politiques publiques ?	Oui, le Ministère de l'Économie, de la Planification du Développement et de la Coopération internationale
	QE31. Existe-t-il une réflexion sur l'utilisation des résultats du S&E dans la décision publique ou les pratiques ?	Il y'a eu une étude sur l'état de lieux de l'évaluation, mais il n(ya pas eu d'information pour la suite
Engagement des Organisations de la société civile et les bailleurs de fonds dans le S&E des politiques publiques	Organisations de la Société Civile (OSC)	
	QE33. Quel est le degré de participation des OSCs dans les processus nationaux de S&E des politiques publiques ?	Ils participent dans tous le processus de l'élaboration des tdr, de recrutements des consultants, du suivi de la mise en œuvre des projets e des recommandations et ceci selon la nature des projets. Dans le cadre du politique du Programme, il y'a décision de fermeté pour leurs implications dans toutes les missions.
	QE34. Quels sont les mécanismes permettant aux OSCs de partager les résultats du S&E et d'engager le Gouvernement sur les questions de performance des politiques/programmes publics (i.e. Forums, des ateliers, des audiences publiques, etc.) ?	A travers des ateliers de restitution organisés pour le partage des résultats des missions, et les réunions de comité de pilotage des Projets et le partage formel des rapports.
	Bailleurs de fonds	
État de	QE35. Dans quelle mesure les partenaires au développement sont-ils impliqués dans la démarche nationale de S&E des politiques publiques ?	
	QE36. Quel est le niveau du processus interactif entre le GVT et ses partenaires au développement dans la démarche évaluative des politiques publiques ?	
	Degré d'ouverture du milieu administratif aux professionnels en S&E	
	QE37. Existe-t-il des actions de sensibilisation et des formations (initiale et continue) au S&E des politiques publiques pour les cadres de l'administration et les décideurs publics ?	Oui, à travers les formations sur le HAC

Axes	Rubrique & Questions	Éléments de réponses (transcrits intégralement)
professionnalisation du S&E des politiques publiques	QE38. Existe-t-il d'organisations professionnelles d'évaluation et/ou la « communauté des évaluateurs » ?	Le Réseau Tchadien de Suivi et Évaluation.
	Partenariats entre l'Administration et les professionnels en S&E	
	QE39. Existe-t-il des formes de partenariats entre l'administration et la recherche en S&E des politiques publiques (conventions, conseils scientifiques, chaires, financement de structures.) ?	Non
	QE40. Quelles institutions dispensent des formations spécifiques sur le S&E dans le secteur public ? (par exemple, établissements d'enseignement supérieur - universités ; cabinets de conseil). Existe-t-il des cours spécifiques de suivi et d'évaluation proposés par les universités, les cabinets de conseil, etc. ? Existe-t-il des cours spécialement conçus pour le S&E dans le secteur public	Le CEFOD

2. Par rapport à la grille d'entretien

Questions clés à poser aux parties prenantes, classées par question de diagnostic

Cette partie contient des questions types que les membres de l'équipe de diagnostic pourraient poser pour recueillir les informations dont ils ont besoin pour fournir des preuves à l'appui des réponses aux différentes questions de la matrice de diagnostic. Ces questions pourraient être complétées par des questions spécifiques au thème à l'étude selon l'appréciation de l'assistant de recherche.

Questions générales :

1. Le pays dispose-t-il de cadre légal et réglementaire spécifique qui régit la pratique de l'évaluation des politiques publiques ?

Non

2. Pouvez-vous décrire brièvement, d'où émane le besoin de mener des études et des missions d'évaluation dans le pays, tant sur le plan institutionnel, légal ou réglementaire, que du point de vue des acteurs directement concernés ?

Élaborer une stratégie nationale d'évaluation
Formuler et adopter des textes contraignants pour sa mise en œuvre à toutes les parties prenantes de développement

3. Les documents de politique générale ou nationale qui existent dans le pays font presque tous référence au suivi et à l'évaluation des politiques et/ou programmes publics, quels sont les mécanismes de reddition de compte en place ? En quoi cela est-il différent des dispositifs et processus de suivi pour renseigner les indicateurs de mise en œuvre, et d'activités, ou des mécanismes de contrôle tels que l'audit ou l'inspection ?

Pas de mécanisme de reddition des comptes actuellement par l'absence de texte, ce qui rend difficile le renseignement des indicateurs.

4. Quelles sont les évaluations intéressantes qui ont eu lieu dans le pays ? Est-ce le fait de (i) la politique nationale d'évaluation, (ii) la coopération internationale, (iii) la société civile ou (iv) instituts de recherche et Universités ?

1) L'étude sur l'Etat de lieux de l'évaluation au Tchad

5. Jusqu'à quel niveau les agences nationales de statistiques sont-elles impliquées dans l'évaluations des politiques publiques ?

Dans la fourniture des données pour certaines enquêtes (MICS, ECOSIT, EDS)

6. Les réseaux d'évaluation sont-ils considérés comme un maillon important du dispositif de SE des politiques publiques ?

Oui

7. Qui effectue les missions d'évaluation des politiques publiques dans le pays ? Existe-t-il d'institutions locales spécialement dédiées à l'évaluation, et qui effectuent les missions dans le pays ?

- C'est la Direction de Suivi et évaluation des Programmes et Projets du MEPDCI qui est chargée d'organiser les missions d'évaluation des politiques publiques dans le pays.
- Non. Il n'existe pas d'institutions locales spécialisées

8. Qu'en est-il de l'offre de formation en évaluation au niveau du pays ? Existe-t-il des écoles qui développent une formation spécialisée en évaluation ? Sur quoi portent les modules dispensés ?

Pas d'offres de formation en évaluation au niveau du pays ni d'écoles.

9. Pensez-vous que l'existence d'un cadre institutionnel est-il un préalable à l'existence d'une culture d'évaluation au sens où on en parle souvent (*des pratiques établies, une bonne acceptation, une culture de la reddition et de la dissémination de l'information sur l'action publique*) ?

Oui.

10. Qu'est qui peut faire améliorer la pratique d'évaluation des politiques publiques au pays ?

L'engagement des hautes autorités de la République